



ÉCONOMIE TUNISIENNE - ÉTAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES

SEPTEMBRE 2020

Pronoia By Reckon



Pronoia By Reckon

ÉCONOMIE TUNISIENNE 2020 ÉTAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES – SEPTEMBRE 2020

EXECUTIVE SUMMARY

1. Introduction :

A l'instar du reste des pays du monde, la crise du COVID-19 a porté un coup dur à l'économie tunisienne qui peinait, bien avant cette pandémie, à s'inscrire dans une dynamique positive et à entamer une véritable relance de l'économie. Faute de réformes structurelles, qui tardent à voir le jour, le pays reste encore proie à un modèle essoufflé qui a déjà montré ses limites. Face à la pandémie, les efforts du gouvernement tunisien ont immédiatement porté sur le traitement des carences du système sanitaire et sur les transferts sociaux afin d'amortir le choc économique et social d'un confinement général trop coûteux. Ces efforts ont permis de juguler la propagation du virus.

Néanmoins, les séquelles de l'arrêt de l'activité économique sont déjà visibles et devraient s'accroître sur la prochaine période. Pour redémarrer, le pays a besoin d'une refonte de tout son modèle de développement et de création de valeur. La crise actuelle, tout en exacerbant les maux dont souffrent l'économie tunisienne, offre cependant de formidables opportunités et une urgence dans la mise en place des plans de restructuration, dont la Tunisie a bien besoin.

2. Objectif de l'Étude :

L'objectif de l'étude est d'analyser la vulnérabilité économique de chaque secteur d'activité et d'effectuer un suivi particulier de la résilience des acteurs économiques (privés/publics). Deux scénarios S1 et S2 de l'évolution de la croissance économique tunisienne en 2020 ont ensuite été définis et qui traduisent respectivement ; une reprise rapide de l'activité économique au T3 2020 avec la réalisation d'un certain nombre d'hypothèses ou une reprise lente de l'activité économique sur le T3 et T4 2020 et la vérification de certaines autres hypothèses, selon les dynamiques actuelles de l'économie locale et l'impact attendu de la crise sur les composantes des différentes chaînes de valeur, de chaque secteur d'activité.

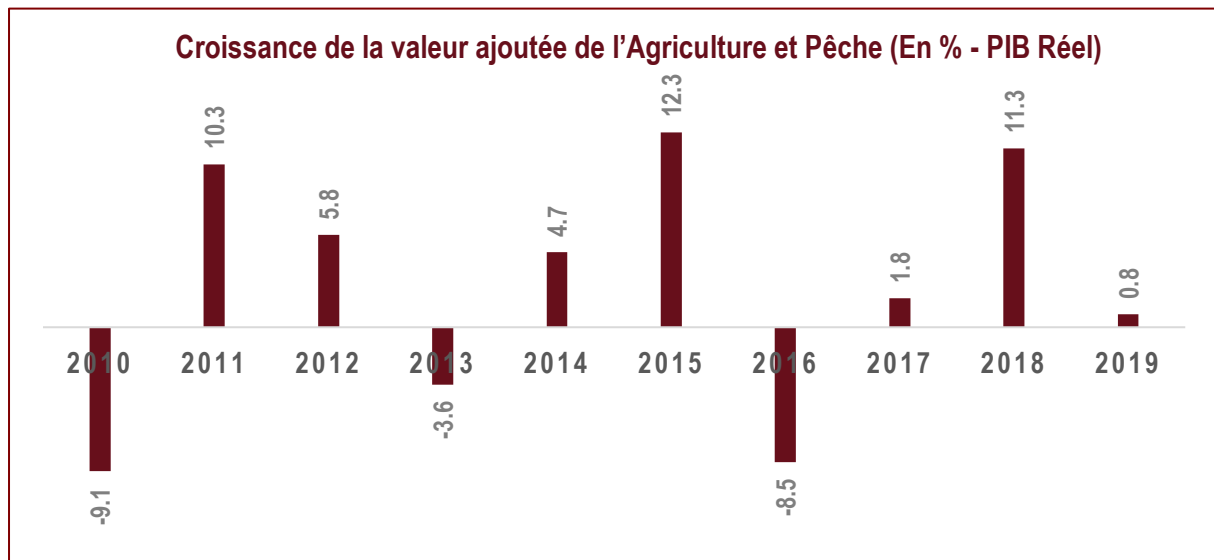
L'analyse et l'agrégation des différents impacts ont permis d'établir des estimations de l'évolution de la création de valeur globale pour chaque secteur, puis pour l'ensemble du PIB, ainsi que des prévisions pour un ensemble d'agrégats macroéconomiques (chômage, déficit budgétaire, endettement, etc ...).

3. Analyse Sectorielle :

4.1 Agriculture et Pêche :

Le secteur de l'agriculture et de la pêche est un pilier de la croissance de l'économie tunisienne. Il s'agit de l'une des rares activités qui affichent une série interrompue de hausses de la valeur ajoutée sur la période 2010-19. Le TCAM s'est établi à **10,9%**, dépassant de loin celui du PIB.

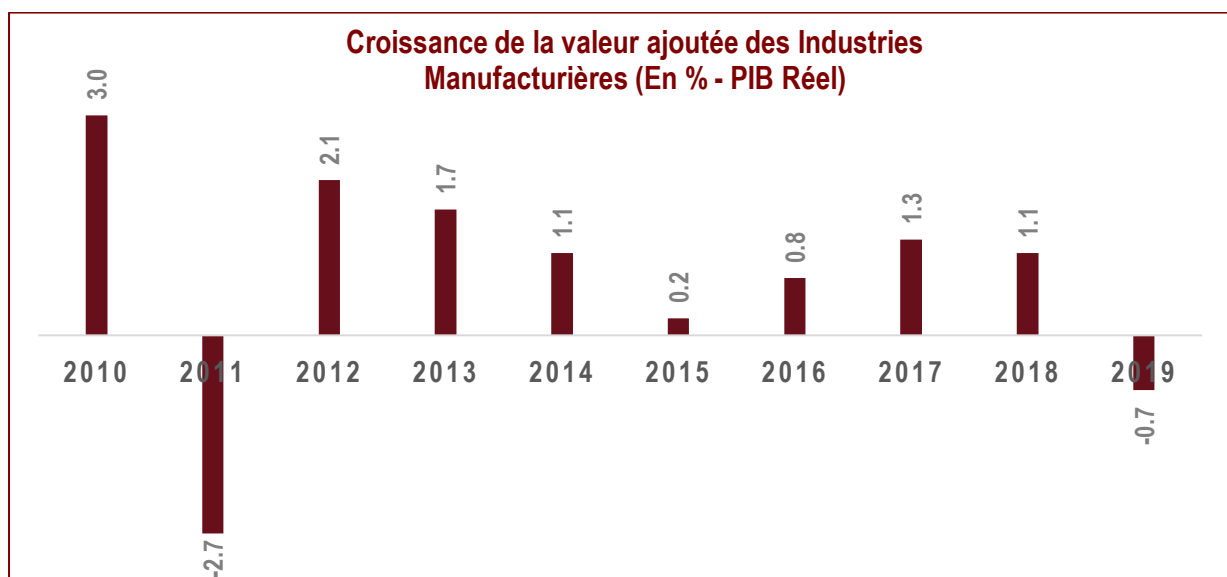
C'est une performance louable pour un secteur dont les résultats dépendent, en partie, des aléas climatiques qui conditionnent les saisons oléicole et céréalière. Au cours des dernières années, l'agriculture a pu développer une certaine résilience face aux différentes crises économiques qui ont secoué le pays, essentiellement grâce à l'implication des investisseurs privés dans les activités exportatrices. La valeur ajoutée générée est marquée par l'absence de saisonnalité, Elle est répartie quasiment d'une manière égalitaire sur les quatre trimestres de l'année.



4.2 Industries Manufacturières :

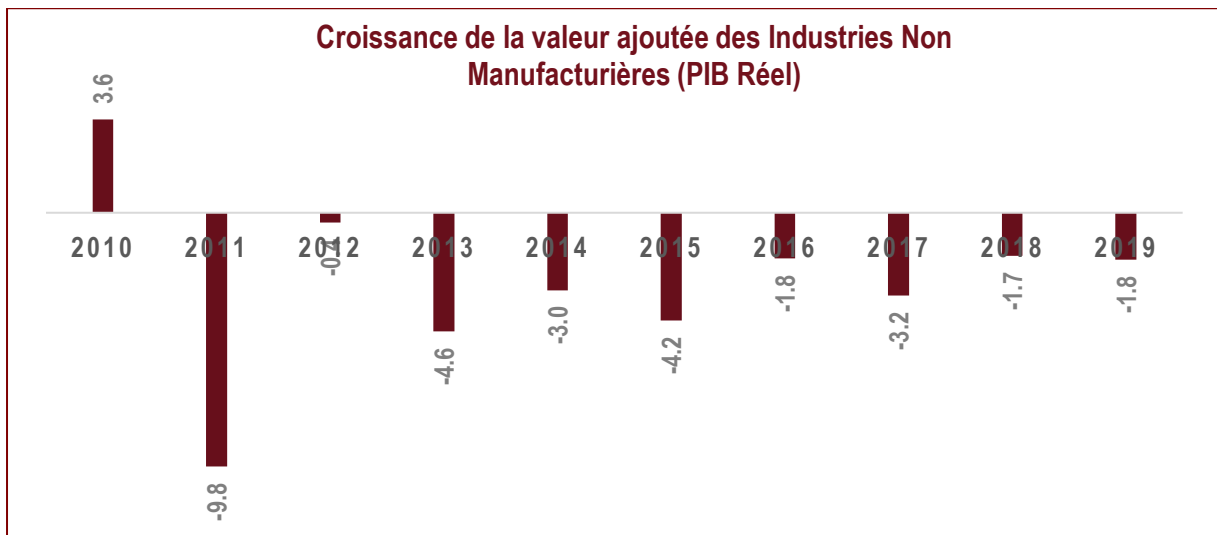
Les industries manufacturières dont la valeur ajoutée en 2019 s'est établie à 16 793 MTND, soit **14,7%** du PIB nominal, dépendent essentiellement des Industries Mécaniques et Electriques, des Industries Agroalimentaires et des Industries du Textile, Habillement et Cuirs qui pèsent ensemble **72,4%** de la valeur ajoutée de la branche. Nous trouvons également le Raffinage du pétrole qui est le plus petit contributeur au PIB avec seulement 16 MTND de valeur ajoutée en 2019. La croissance annuelle moyenne de toute l'activité sur 2010-19 est de **5,5%**.

Le secteur industriel emploie 1 209 200 personnes fin 2019, dont **656 700** dans les industries manufacturières. Cela représente **18,4%** de la population active occupée. Par rapport à la valeur ajoutée générée, l'importance de l'effectif prouve que l'industrie tunisienne offre essentiellement de l'emploi aux personnes les moins qualifiées et que l'absence d'investissements étrangers significatifs depuis de longues années a réduit les transferts technologiques, et donc la valeur ajoutée de tout le secteur.



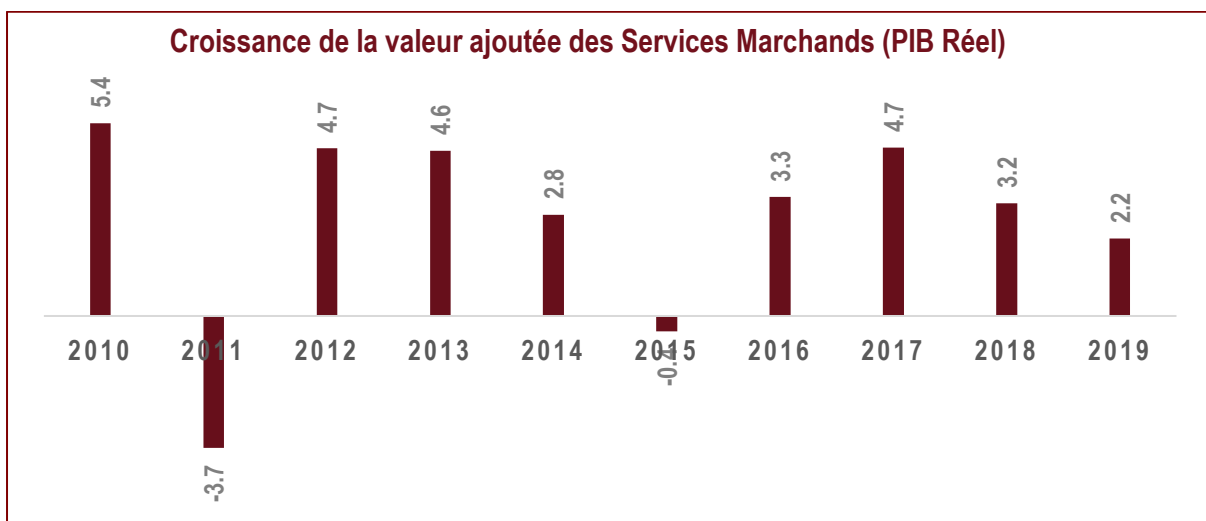
4.3 Industries Non Manufacturières :

Les industries non manufacturières restent sur une très faible croissance annuelle moyenne de leur valeur ajoutée sur 2010-19, qui n'a pas dépassé **1,1%**. Si nous retenons le PIB réel, nous constatons que le secteur affiche une série unique de 9 baisses annuelles consécutives de sa valeur ajoutée. La chute de la production du pétrole, de gaz naturel et des phosphates, causée par les mouvements sociaux et l'absence d'investissements étrangers, ont conduit à cette situation. Dès 2015, le segment du Bâtiment & Génie Civil est devenu le premier contributeur à la valeur ajoutée des industries non manufacturières.



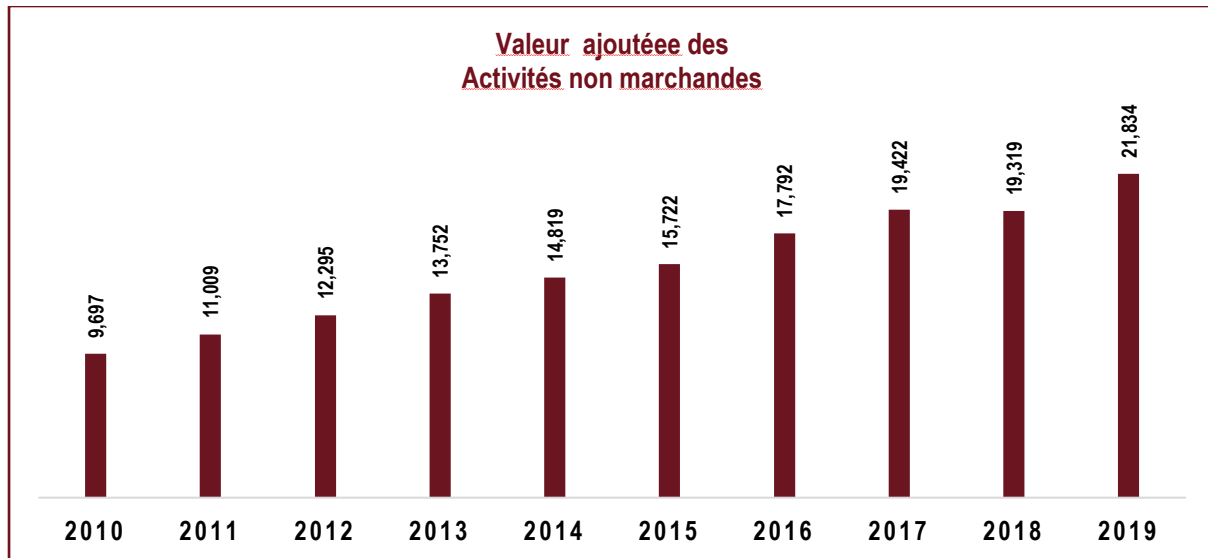
4.4 Services Marchands :

Les services marchands ont pu bénéficier de la bonne trajectoire du secteur tertiaire, avec une croissance continue provenant essentiellement du commerce, des services financiers et des télécommunications. Ces activités n'ont pas montré un rythme de croissance rapide durant 2019 car l'évolution de la productivité comprends une importante composante cyclique. Le secteur qui s'est distingué en 2019 est celui touristique qui, après un passage à vide en 2015 suite aux attaques terroristes qui ont secoué le pays, a fini par reprendre les couleurs et afficher une saison record en 2019. Globalement, la croissance moyenne des services marchands sur la période 2014-19 s'est établie à **7,6%**. Ils représentent **42,5%** du PIB en 2019 et sont largement le premier contributeur à la formation de valeur ajoutée de l'économie tunisienne. Ce n'est une structure atypique puisque ces services contribuent à hauteur de 38,8% dans le PIB des pays de l'Union Européenne.



4.5 Services Non Marchands :

Les activités non marchandes ont affiché une progression rapide, immédiatement après 2011, à cause des opérations économiques à caractère social et de l'intégration d'un grand nombre de chômeurs dans l'effectif administratif. Depuis 2017, cette progression a été rationalisée mais le rythme moyen sur la période 2014-19 reste élevé, à 6,8%. Fin 2019, les services non marchands contribuent au PIB à hauteur de **19,2%**. Le TCAM sur la période 2010-19 a atteint **9,4%**. Cette situation reflète le rôle grandissant de l'Etat dans l'économie et la nécessité d'investissements productifs durant les prochaines années pour inverser la tendance. A moyen terme, ces services devraient continuer à peser dans le PIB au vu de l'importance des prestations que le secteur public offre à des prix économiquement non significatifs.



4. Projections Macroéconomiques :

Ci-dessous les projections macroéconomiques par secteur pour l'année 2020 (Valeur ajoutée) selon les 2 scénarios S1 et S2 :

